

Berne, le 3 avril 1919.

111 My.

Monsieur le Ministre,

L'arrivée à Vienne de M. Allisé et les entrevues qu'il a déjà eues nous donnent quelque espoir de voir encore la situation sauvée à Vienne. On nous dit qu'il aurait parlé à M. Renner de la manière la plus décidée et qu'il chercherait ainsi à acquérir quelque autorité et à en donner au Chancelier. M. Allisé a eu avec notre Ministre à La Haye, M. Ritter, les meilleures relations et M. Franz, le Ministre d'Autriche en Hollande, s'est aussi loué des rapports qu'il avait eus avec l'Envoyé français.

En tous cas, si l'Entente n'empêche pas la révolution bolchévique à Vienne, ce ne sera pas faute d'avertissements. Car il est curieux de noter qu'aucune des révolutions qui se sont produites n'a surgi subitement: les événements de Hongrie étaient prédits de longue date; il y a des semaines que tous les renseignements de Munich annonçaient les préparatifs de la révolution qui a été proclamée hier. Pour Vienne, c'est

P

- 2 -

de l'Entente qu'il dépend de laisser passer ou non le Gouvernement entre les mains des Communistes. Nous entrons dans la dernière semaine de grâce. Sera-t-elle mise à profit ? -

Autour de la Légation hongroise à Vienne s'agitent des émissaires russes que l'on assure bien munis d'argent. La presse viennoise ne fait aucun mystère du péril qui approche et demande au Gouvernement d'y parer en rassurant les masses sur les intentions de l'Entente et en leur promettant le ravitaillement par l'Italie. Par contre, la représentation à Berne de l'Autriche allemande dément tous les bruits de révolution.

La Hongrie tente de servir de trait d'union entre Lénine et l'Occident. Nous avons reçu par M. de Szillassy, le représentant à Berne du Gouvernement Karolyi, des propositions confidentielles de M. Kun, qui ne laissent aucun doute sur ses intentions dans cette direction.

De nos frontières, il nous revient parfois des bruits inquiétants: c'est ainsi qu'à Constance on assure que les soldats allemands seraient prêts à se frayer de force un passage pour introduire le Bolchévisme en Suisse si l'invasion pacifique devait échouer.

Comme après l'assassinat d'Hitler, le Gouvernement Bolchévik de Munich songe de nouveau à faire appel à M. Muehlen pour diriger les Affaires Etrangères. Aujourd'hui comme alors, il est peu probable qu'il accepte. On se demande quelle est la raison pour laquelle la France est si favorable à la personnalité de M. Muehlen. La sympathie de la France pour Hitler provenait des tendances séparatistes et ~~fronderuses~~ ^{fronderuses} de ce dernier qui faisaient espérer à Paris que son régime affaiblirait l'Allemagne. M. Muehlen est un adversaire décidé de Scheidemann et de tout gouvernement allemand qui ait pactisé de près ou de loin avec l'ancien régime. Peut-être faut-il chercher dans cette opposition de Muehlen à tout ce qui, en Allemagne, a encore quelque ~~contact avec les anciennes~~ ^{contact avec les anciennes} méthodes le secret de sa popularité à Paris ?

De source privée, nous apprenons que la révolution de Munich ne se place pas sur une base spartacienne: il s'agit avant tout d'écartier du corps des fonctionnaires et des officiers tous les éléments réactionnaires. L'approvisionnement en Bavière est déplorable. A Lindau, par exemple, cinq boulangeries se trouvent sans pain. Cette pénurie décourage les éléments les plus raisonnables, qui attendent de n'importe quel nouveau Gouvernement une situation meilleure.

En Wurtemberg, le mouvement spartacien paraît avoir définitivement échoué.

Les journaux hollandais annoncent que le ravitaillement de l'Allemagne a commencé par Rotterdam.

Le compromis de Dantzig est aussi un signe que la politique de conciliation n'est pas impossible.

Les pays neutres ne sont pas à l'abri des troubles. Vous connaissez les grèves d'Espagne et l'organisation remarquable avec laquelle le parti syndicaliste y dirige le mouvement.

En Hollande aussi, il y a eu des agitations et Amsterdam a été pendant une semaine terrorisé par des bandes de sans-travail et de démobilisés, aidées par la lie de la population.

Pendant que le Bolchévisme poursuit à l'étranger son oeuvre destructrice, il est intéressant de relever, chez nous, un symptôme encourageant. A Zurich, où viennent d'avoir lieu les élections au Grand Conseil de la Ville, le Bolchévisme a subi une véritable désastre. Les deux candidats spartaciens, Flatten et Hobs, ont été battus: sur 24 candidats, Hobs est le 20^e et Flatten le dernier. Les candidats des Jungburschen, Bucher et Laibacher, n'ont pas eu plus de succès. Et le premier élu est le Colonel Reiser, commandant de place, qui a beaucoup fait parler de lui en signant la demande d'initiative pour la punition des Bolchéviks. C'est le parti grutléen qui a recueilli le plus de nouveaux suffrages.

Ce vote de Zurich est significatif, car il indique

qu'un Gouvernement énergique, qui manifeste clairement, comme nous l'avons fait en novembre, sa volonté de ne pas céder à la révolte, finit par recueillir l'adhésion de la masse des citoyens. Il montre aussi que notre population est foncièrement raisonnable, même dans les centres ouvriers les plus exposés aux menées des agitateurs. Comme nous Vous l'écrivions déjà l'autre jour, nos ouvriers ont parfaitement reconnu l'erreur de leur voie et ils ne sont plus disposés à se laisser entraîner dans des grèves politiques ou des agitations sans qu'on leur dise clairement pourquoi. Le succès du parti grühléen montre que nous ne subissons pas une vague de réaction mais uniquement un revirement vers une opinion plus réellement démocratique. Nous ne voyons aucune objection à ce que Vous parliez des élections zurichoises et de leur signification aux personnes qui s'intéressent aux choses de Suisse, quand ce ne serait que pour éviter une certaine méfiance que les cercles intéressés sèment parfois à notre égard. Dans cet ordre d'idées, nous signalons "L'idea Nazionale" qui, au dire d'une agence yougo-slave en Suisse, préconiserait une nouvelle frontière de l'Italie vers la Suisse, pour parer au péril bolchéviste qui pourrait menacer l'Italie à travers notre pays.

En Italie, les esprits paraissent être extraordinairement montés. C'est contre l'Angleterre que la presse se donne en ce moment libre carrière et nous Vous citons en entier quelques articles pour Vous montrer à quel diapason montent ces diatribes:

Le "Corriere della Sera", organe très autorisé et modéré, écrit:

" Il est facile de se rendre compte en ce moment que
 " les oppositions au droit italien de Fiume viennent de l'Angle-
 " terre bien plus que de la France et de l'Amérique... Une gran-
 " de partie de la presse anglaise ne se conduit pas envers l'I-
 " talie avec l'amitié et les égards que l'Italie mérite". - "L'An-
 " gleterre n'est pas si sûre d'elle-même qu'elle puisse négliger
 " les sentiments et les ressentiments des autres. Les nouvelles
 " qui viennent de l'Egypte et de l'Irlande, des Indes et des mi-

" lieux ouvriers de la Grande Bretagne ne sont pas de nature à
 " justifier tant de désinvolture... Les problèmes sociaux de la
 " grande industrie se compliquent avec les convulsions nationalis-
 " tes que le principe des nationalités a fait naître à Dublin et
 " au Caire contre ceux-là même qui l'on fait triompher à Metz et
 " à Varsovie. Particulièrement délicate est la situation de l'em-
 " pire britannique dans la Méditerranée. Ici l'Angleterre n'est
 " pas chez elle comme l'Italie ou la France. Elle est l'hôte des
 " autres, installée sur quatre points (Egypte, Chypre, Malte, Gi-
 " braltar), où l'on ne parle ni on ne pense en anglais. Sur trois
 " de ces points la possession n'est pas libre d'hypothèques: la
 " Grèce demande Chypre, l'Espagne ne cache pas l'irréductisme
 " pour Gibraltar, les intellectuels arabes mettent l'arme à la
 " main à la plèbe égyptienne. Si une question maltaise n'a pas
 " encore surgi et si nous ne désirons pas qu'elle surgisse, si
 " l'Angleterre jouit sur ce quatrième point d'une hospitalité
 " tranquille on le doit à la répugnance italienne d'effleurer des
 " arguments désagréables à l'Angleterre amie.... Les Anglais qui
 " se montrent si généreux des débouchés des autres, jusqu'à donner
 " aux Slaves un débouché surnuméraire en violentant un peuple non
 " slave, ne pensent pas combien il serait facile à ceux qui vou-
 " draient attiser de nouvelles flammes après un si grand incendie,
 " dellancer la formule "La Méditerranée aux peuples méditerranéens"

La "Tribuna" s'exprime avec moins de diplomatie. - "Ce
 " qu'une certaine presse et un certain capitalisme anglais tentent
 " maintenant contre l'Italie est un acte de brigandage tel qu'il
 " n'a jamais été commis contre un pays ami. Jamais on ^{n'} a tenté de
 " commettre pareille friponnerie plus inique et détestable sous
 " le prétexte des principes de races sinon de nationalités, sous
 " le prétexte de la défense des petits peuples et des petits Etats,
 " contre un pays qui sort sanglant de trois années d'une guerre
 " aussi dure. Ah! les beaux croisés pour la libération des saints
 " sépulcres et des peuples opprimés. Disons la vérité: au moins
 " les Allemands étaient plus sincères. Ils avaient leur philosophie
 " leur politique, leur diplomatie et les proclamaient et les affir-

" maient et les imposaient sans masque, sans hypocrisie, sans res-
 " triction mentale. Ils proclamaient ouvertement qu'ils voulaient
 " conquérir les marchés du monde pour leur gloire et pour leur sa-
 " lut et non pour la gloire de Dieu et pour le salut de l'humanité...
 " Ils jouaient ouvertement. Mais ici on triche aujourd'hui, Mes-
 " sieurs! Aujourd'hui, au nom des principes, on joue les villes ita-
 " liennes sur le tapis vert de la diplomatie avec les cartes qui
 " sont précisément celles que Wilson a portées avec lui de la Mai-
 " son-Blanche. On parle de "auto-décision des peuples" et l'on pen-
 " se aux actions de la "Cunard Line". Ici il est absolument indis-
 " pensable d'appeler l'intervention de la police".

Les journaux de Naples, qui ont toujours eu une
 tendance germanophile, commencent à moins la cacher et la convic-
 tion se répand qu'il faut pactiser avec l'Allemagne et l'amener
 à siéger dans le concert des Nations.

en Italie:

Deux grandes forces demeurent seules en présence/

Le sentiment nationaliste qui n'admettrait pas que l'Italie fût
 sacrifiée sur l'Adriatique au profit des Slaves du sud et un mou-
 vement socialiste qui pousse les travailleurs à compter sur les
 syndicats, les grèves, les menaces, beaucoup plus que sur leur
 travail et leur intelligence pour vivre.

Dans l'extrême confusion du moment un fait paraît
 certain, c'est que le Gouvernement ne pourrait plus lancer la na-
 tion dans quelque aventure militaire, ni contre la Russie, ni pour
 la Pologne, ni contre la Hongrie; la seule question yougo-slave
 passionne encore l'opinion parce qu'il s'agit ici d'"Italiens op-
 primés" et que la nation ne veut pas perdre les fruits de la guer-
 re. M. Turati, le grand chef socialiste qui s'est acquis une gran-
 de autorité par son sens politique et pour avoir su dans certains
 moments difficiles faire preuve de patriotisme, lance un appel re-
 tentissant au prolétariat pour la défense de la paix. Il constate
 avec une douloureuse ironie que les promesses de "paix démocrati-
 que", de "paix juste", faites au cours de la guerre ne sont pas
 près de se réaliser et que la Conférence de Paris paraît impuis-
 sante à dicter une paix, quelle qu'elle soit et il met en garde

le prolétariat contre toute nouvelle entreprise belliqueuse.

" Aussi longtemps, dit-il, qu'il fallait choisir entre Wilson et Lénine, nous pouvions hésiter à choisir. Mais, s'il nous faut choisir entre Clémenceau et Lénine aucun socialiste ne peut hésiter. Tant pis pour la bourgeoisie si elle résume dans ces termes sa politique internationale".

Ces paroles de Turati, qui a toujours combattu le bolchévisme, produisent une grande impression. Il est certain que si la Conférence de Paris aboutit à un échec, le socialisme révolutionnaire en sortira renforcé en Italie.

Pour ces diverses raisons l'opinion italienne admet de plus en plus que la Conférence de Paris se montre modérée vis-à-vis de l'Allemagne. Les journaux qui expriment l'opinion du Gouvernement n'osent pas trop, naturellement, insister sur ce point pour ne pas déplaire à la France qui s'est montrée bonne alliée dans la question yougo-slave. Mais ils enregistrent, sans opposition, l'évolution anglo-américaine vers la modération à l'égard de l'Allemagne. Aucun journal ne combat l'idée de la réunion de l'Autriche allemande avec l'Allemagne. Au contraire, par dessous-mains, on encourage cette fusion si dangereuse pour la Suisse.

La réunion de l'Autriche allemande à l'Allemagne paraît à l'Italie le seul moyen d'empêcher la constitution d'une confédération danubienne qui pourrait un jour ou l'autre appuyer les revendications de la Yougo-Slavie contre l'Italie.

Nos relations avec la Pologne nouvellement reconnue ne paraissent pas s'établir d'une manière aussi cordiale que nous l'aurions espéré.

La Légation Polonaise a commencé par demander une demi-douzaine d'attachés militaires. Ensuite, un procès a été intenté par des Suisses contre l'Etat Polonais qui refusait de prendre livraison de locomotives commandées. Nous avons dû, pour éviter un scandale, annuler l'arrêt prononcé par le juge suisse sur la fortune plus ou moins personnelle de M. de Modzelewski et sur le musée de Rapperswyl. Le Gouvernement polonais ne nous a envoyé aucune lettre ni télégramme de remerciements pour notre reconnaissance.

- 8 -

M. Paderewski, passant samedi en Suisse, s'est borné à exprimer sa sympathie pour la Suisse romande et pour le Journal de Genève qu'il considère comme un Allié. Pas un mot de la Suisse en général ni de la reconnaissance par nous du nouvel Etat.

Les Tschéco-Slovaques aussi, depuis près d'un mois, n'ont pas encore trouvé le temps de nous notifier la création du nouvel Etat ni de nous demander de le reconnaître. Une lettre de M. Benes à M. Dunant, parlant du sujet d'une manière officieuse et d'ailleurs amicale, est tout ce que nous ayons en mains!

Ces commencements difficiles ne nous découragent pas, mais ils montrent combien, dans la nouvelle Europe, la place de la Suisse sera différente de celle que nous nous plaisions à espérer.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de notre haute considération.

P. V. Charles L. E. Lardy